



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**
Équipe territoriale

Le Havre, le 30/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARNAL

5287 Zone industrielle portuaire

76430 SANDOUVILLE

Références : 20220505_VI_ARNAL_AN Seveso 100m autour de Sedibex_vuBC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement ARNAL implanté 5287 Zone industrielle portuaire 76430 SANDOUVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 05 mai 2022 s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "100m SEVESO" autour du site SEDIBEX (SEVESO seuil haut) installé sur la commune de Sandouville.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARNAL
- ZONE INDUSTRIELLE PORTUAIRE 76430 SANDOUVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0005805647
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

ARNAL exerce une activité de lavage de citernes sur son site de Sandouville. L'exploitation comporte 3 pistes de lavage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 100m SEVESO

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Code de l'environnement du 22/08/2021, article L.511-1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle périodique	Code de l'environnement du 29/11/2018, article R 512-55	/	Sans objet
Contrôle périodique	Code de l'environnement du 07/11/2011, article R 512-57	/	Sans objet
Contrôle périodique	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R 512-59-1	/	Sans objet
Distances d'isolement	Arrêté Ministériel du 23/12/2011, article 2.1	/	Sans objet
Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.1.1.I	/	Sans objet
Détection et moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/12/2011, article 4.3.2.	/	Sans objet
Effet domino	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III.I.3.a).ii	/	Sans objet
Gravité	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article Titre IV. Article 10	/	Sans objet
Mise en sécurité	Autre du 17/10/2016, article Titre IV du Règlement PPRT de la zone industrialo-portuaire du Havre	/	Sans objet
Information des voisins	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R515-88	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site ARNAL de Sandouville présente une situation administrative régulière et conforme à l'activité constatée le jour de la visite d'inspection. Au vu des constats décrits dans le présent rapport, le risque d'effets dominos vers le site SEVESO voisin peut-être exclu.

À titre d'information, un courrier préfectoral sera transmis à l'établissement Seveso voisin à la fin de l'action nationale, au titre de l'article R. 515- 90 du code de l'environnement, afin de l'informer des résultats des contrôles réalisés autour de leur établissement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.511-1
Thème(s) : Actions nationales 2022, AN Seveso 100 m – situation administrative
Prescription contrôlée : Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
Constats : Le site ARNAL situé sur la commune de Sandouville est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) au titre des rubriques 2795.2, 2910.A.2 et 4718.1.b sous le régime de la déclaration avec contrôle. La situation administrative de cette exploitation est régulière et cohérente au vu des activités qui y sont exercées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R 512-55
Thème(s) : Actions nationales 2022, AN Seveso 100 m – contrôle périodique
Prescription contrôlée : Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9.
Constats : Le dernier contrôle périodique concernant la rubrique 2795.2 a été réalisé le 03 juillet 2022 par la société SOCOTEC. Le rapport de contrôle correspondant n° A1482/20/629 était disponible sur site le jour de la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R 512-57
Thème(s) : Actions nationales 2022, AN Seveso 100 m – contrôle périodique
Prescription contrôlée : <p>I. - La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de " management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation " ou " EA ").</p> <p>II. - Sont dispensées du contrôle prévu au I les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009 du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (" EMAS "), sous réserve que la déclaration environnementale établie par cette organisation en application de ce règlement couvre la conformité des installations classées à la réglementation.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas respecté le délai réglementaire de 5 ans maximum entre deux contrôles périodiques. Un contrôle avait été effectué le 30 avril 2015. Le dernier contrôle a été réalisé le 03 juillet 2020, soit 2 mois après expiration du délai légal. Néanmoins, le rapport de contrôle n° A1482/20/629 émis le 09 juillet 2020 par la société SOCOTEC atteste que la demande de contrôle a été effectuée le 11 mars 2020 par ARNAL. L'exploitant a déclaré à l'inspection des installations classées que le contrôle en question avait finalement été réalisé en juillet 2020 en raison de la situation sanitaire liée à l'épidémie de Covid 19.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R 512-59-1
Thème(s) : Actions nationales 2022, AN Seveso 100 m – contrôle périodique
Prescription contrôlée : <p>Lorsque le rapport de visite mentionné à l'article R. 512-59 fait apparaître des non-conformités majeures telles que définies à l'article R. 512-58, l'exploitant adresse à l'organisme de contrôle par écrit et dans les trois mois qui suivent la réception du rapport de visite un échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour y remédier.</p> <p>Après avoir pris les dispositions nécessaires pour remédier à ces non-conformités et dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport de visite, l'exploitant adresse une demande écrite à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle initial pour que soit réalisé un contrôle complémentaire ne portant que sur les prescriptions dont la méconnaissance a entraîné des non-conformités majeures.</p> <p>Ce contrôle complémentaire est effectué au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de la demande de l'exploitant. L'organisme agréé adresse à l'exploitant un rapport complémentaire à son rapport de visite initial dans un délai d'un mois après la visite.</p>
Constats : Le rapport de contrôle périodique n° A1482/20/629 émis par SOCOTEC le 09 juillet 2020 concernant la rubrique 2795.2 de la nomenclature ICPE fait apparaître 1 non-conformité majeure: le seuil haut du régime de déclaration au titre de cette rubrique (20m3/j d'eau utilisée) a été dépassé à plusieurs reprises. Ces dépassements sont tracés dans le fichier de suivi quotidien tenu par l'exploitant, qui a déclaré que ces dépassements pouvaient être attribués à des problèmes techniques (fuites) ou à des heures de relevés de compteurs correspondant à plus d'une journée.
Devant ce constat, l'exploitant a décidé de déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale au titre de la rubrique 2795.1 auprès de la DREAL Normandie. Ce dossier a été déposé le 08 juillet 2021 et est actuellement en cours d'instruction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Distances d'isolement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/2011, article 2.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, AN Seveso 100 m – distances d'isolement
Prescription contrôlée : Les aires de lavage des citernes, fûts et autres contenants, sont aménagées de façon à limiter les projections du lavage à cette zone et à canaliser les effluents. Ces aires sont implantées à une distance minimale de 10 m par-rapport aux tiers.
Constats : Les aires de lavage sont constituées de deux pistes couvertes, pour le nettoyage interne des citernes, et d'une piste extérieure pour le nettoyage externe. Cet espace est entièrement imperméabilisé et les effluents sont gravitairement canalisés et dirigés vers la station d'épuration (STEP) du site. La zone de lavage est située au centre du site, à une distance bien supérieure à 10 m des tiers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.11.I
Thème(s) : Actions nationales 2022, AN Seveso 100 m – conditions de stockage
Prescription contrôlée : L'installation est implantée de telle façon qu'il existe une distance entre toute aire de stockage et les limites du site de 5 mètres si la capacité déclarée du stockage en récipients à pression transportable est au plus égal à 15 tonnes, et de 7,5 mètres si cette capacité dépasse 15 tonnes.
Constats : Les stockages présents sur le site sont les suivants: - 2 m ³ de fuel en cuve double-paroi, - 20 m ³ de fuel en citerne aérienne fixe double-paroi, - 70 m ³ de gaz (propane, environ 31 t) en citerne aérienne fixe - solvants et autres produits servant à l'activité de lavage, produits utilisés pour l'entretien et le fonctionnement de la STEP, déchets et égouttures issus du lavage des conteneurs et en attente d'évacuation. Les stockages cités ci-dessus sont munis de capacités de rétention adaptées, avec une attention particulière portée à la compatibilité des produits associés à une même rétention. Ces aires de stockage respectent une distance minimale de 7,5 m avec les limites du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Détection et moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/2011, article 4.3.2.
Thème(s) : Actions nationales 2022, AN Seveso 100 m –détection et moyen de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens d'intervention appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local ;- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé, implantés de telle sorte que, d'une part, les installations susceptibles d'être à l'origine d'un incendie se trouvent à moins de 100 m d'un appareil et que, d'autre part, elles se trouvent à moins de 200 m d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont le dispositif de raccordement est conforme aux normes en vigueur, pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance des aires de stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Le niveau d'eau requis est matérialisé afin d'apprécier, en temps réel, la quantité d'eau disponible dans la réserve ; <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, lorsqu'elle est couverte, et, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières et déchets entreposés. Ces moyens d'intervention sont correctement entretenus et maintenus en bon état de marche. Ils font l'objet de vérifications périodiques (a minima une fois par an), dont le suivi est consigné dans un registre figurant dans le rapport "installations classées" prévu au point 1.4. Les moyens d'intervention sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température du dépôt, et notamment en période de gel.
Constats : Le site dispose de 3 citernes d'eau de 24 m ³ chacune en cas d'incendie, soit un volume total disponible de 72 m ³ . Dans le cadre de sa demande d'autorisation préfectorale, l'exploitant projette de porter sa réserve d'eau destinée à l'extinction à 120 m ³ . Le poteau incendie public le plus proche est localisé à 200 de l'entrée de la station de lavage, vers le nord et appartient au port autonome. Des extincteurs adaptés aux risques sont présents sur l'ensemble du site, notamment à proximité des zones de stockage. La citerne de gaz est équipée d'un système de sprinklage à déclenchement manuel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Effet domino

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III.I.3.a).ii
Thème(s) : Actions nationales 2022, AN Seveso 100 m – effet domino
Prescription contrôlée : 3. Identification et analyse des risques d'accident et moyens de prévention : a) Description détaillée des scénarios d'accidents majeurs possibles et de leurs probabilités ou conditions d'occurrence comprenant le résumé des événements pouvant jouer un rôle dans le déclenchement de chacun de ces scénarios, que les causes soient d'origine interne ou externe à l'installation ; en particulier, que les causes soient : i) Des causes opérationnelles ; ii) Externes, par exemple par effets domino ou du fait de sites non couverts par la présente directive, zones et aménagements susceptibles d'être à l'origine, ou d'accroître le risque ou les conséquences d'un accident majeur ;
Constats : Une station-service associée à une cuve d'une capacité de 2 m ³ est installée sur le site pour alimenter les engins de manutention du site. Le volume annuel de carburant distribué est inférieur au seuil déclaratif (500 m ³ /an) de la rubrique de la nomenclature des installations classées concernée (rubrique 1435). La station-service est située dans la bande des 100 m par-rapport au site SEVESO voisin. L'exploitant a mis en place plusieurs équipements de sécurité pour prévenir tout risque d'épandage ou d'incendie, à savoir: <ul style="list-style-type: none">- 1 cuve double-paroi dans un abri couvert,- 1 bac de rétention au niveau du pistolet de distribution permettant d'empêcher la formation de flaques dues aux égouttures,- 2 extincteurs adaptés au risque considéré,- 1 bac de terre de diatomée (absorbant). Compte-tenu de ces mesures de sécurité, de la faible quantité de carburant mise en jeu et de la distance aux installations à risques du site SEVESO voisin, le risque d'effets domino vers celui-ci est écarté.
Observations : L'inspection des installations classées invite l'exploitant à consulter l'arrêté ministériel du 15 avril 2010, relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, afin de prendre connaissances des bonnes pratiques liées à ce type d'activité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gravité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article Titre IV. Article 10
Thème(s) : Actions nationales 2022, AN Seveso 100 m – gravité
Prescription contrôlée : « La gravité des conséquences potentielles prévisibles d'un accident sur les personnes physiques, parmi les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, résulte de la combinaison en un point de l'espace de l'intensité des effets d'un phénomène dangereux, définie à l'article 9 du présent arrêté, et de la vulnérabilité des personnes potentiellement exposées à ces effets, en tenant compte, le cas échéant, des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et de la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'accident si la cinétique de l'accident le permet. Pour les effets toxiques, les personnes exposées se limitent aux personnes potentiellement présentes dans le panache de dispersion du toxique considéré. L'échelle d'appréciation de la gravité des conséquences humaines d'un accident, à l'extérieur des installations, figure en annexe 3 du présent arrêté. »
Constats : L'exploitant estime à 12 le nombre maximal de personnes susceptibles d'être présentes simultanément sur le site dont: - 8 salariés, - 4 personnes extérieures à l'entreprise (chauffeurs).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Autre du 17/10/2016, article Titre IV du Règlement PPRT de la zone industrialo-portuaire du Havre
Thème(s) : Actions nationales 2022, AN Seveso 100 m – mise en sécurité
Prescription contrôlée : Titre IV : Mesures de protection des populations _ Article IV-1.5 : Prescriptions applicables dans la zone verte « v »
Constats : Le site ARNAL de Sandouville se trouve dans la zone v04 définie dans le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) du Havre. Le règlement du PPRT n'impose pas la constitution d'un plan de mise à l'abri des activités économiques (PMA-AE) aux entreprises situées dans cette zone. Néanmoins, l'exploitant a, de sa propre initiative, décidé d'établir un PMA-AE. Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a pu consulter une version papier de ce document datée du 03 mai 2022 (dernière mise à jour).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Information des voisins

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R515-88
Thème(s) : Actions nationales 2022, AN Seveso 100 m – information des voisins
Prescription contrôlée : L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines soumises à autorisation ou à enregistrement ainsi que les exploitants d'installations nucléaires de base et d'ouvrages visés aux articles R. 551-7 à R. 551-11 informés des risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers définie à l'article L. 181-25, dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter lesdites installations. Il transmet copie de cette information au préfet.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré ne pas être informé des risques présentés par le site SEVESO voisin et ne pas avoir connaissance de consignes de sécurité particulières. Le site ARNAL de Sandouville ne participe à aucun exercice en lien avec le site SEVESO voisin. Néanmoins, l'exploitant reçoit un message automatique d'alerte lorsqu'un exercice POI est déclenché sur le site SEVESO voisin. Le site ARNAL de Sandouville ne dispose pas d'une alarme centralisée. Un point de rassemblement est présent sur l'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet